

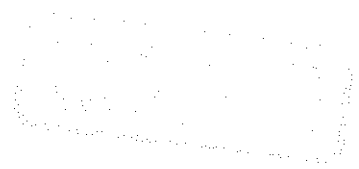


Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MEUSE

Préfecture
Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques
publiques et de l'appui territorial
Bureau des procédures environnementales



ARRÊTÉ PRÉFECTORAL

N° 2018 – 2264 du 9 octobre 2018

**mettant en demeure la société coopérative
UNION LAITIÈRE DE LA MEUSE (ULM) à BRAS SUR MEUSE**

**La Préfète de la Meuse,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du mérite,**

VU le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, et L. 514-5 et R. 181-46 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;

VU le décret du 23 août 2016 nommant Mme Muriel Nguyen, Préfète de la Meuse ;

VU l'arrêté préfectoral n°2011-1484 du 28 juillet 2011 autorisant la société coopérative UNION LAITIÈRE DE LA MEUSE (ULM) à exploiter un centre de collecte, de stockage et de prétraitement du lait et de produits dérivés du lait et de ses annexes sur le territoire de la commune de BRAS SUR MEUSE ;

VU l'arrêté préfectoral n°2018-1965 du 23 août 2018 accordant délégation de signature à M. Michel GOURIOU, Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse ;

VU les constats et observations faits par l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est le 23 mai 2018 dans le cadre de la visite de contrôle de l'usine laitière susvisée ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Grand Est PP/DT/164-2018 en date du 30 août 2018, faisant suite à la visite de contrôle de l'établissement susvisé en date du 23 mai 2018 ;

VU la lettre recommandée avec accusé réception référencée PP/DT/165-2018 en date du 21 septembre 2018 par laquelle la société coopérative UNION LAITIÈRE DE LA MEUSE disposait d'un délai de 8 jours pour faire part de ses observations sur le projet d'arrêté de mise en demeure ;

VU l'absence d'observations de l'exploitant ;

Horaires d'ouverture du lundi au vendredi :

de 8:45 à 12:00 : ouverture des guichets et des services et de 13:30 à 17:00 : uniquement sur rendez-vous
40 rue du Bourg CS 30 512 55 012 BAR LE DUC CEDEX – Tél : 03 29 77 55 55 – Télécopie : 03 29 79 64 49
[site internet : www.meuse.gouv.fr](http://www.meuse.gouv.fr) [courriel : pref-courrier@meuse.gouv.fr](mailto:pref-courrier@meuse.gouv.fr)

CONSIDÉRANT que les rejets aqueux de l'usine laitière exploitée par la société coopérative ULM à BRAS SUR MEUSE ne respectent pas les valeurs limites d'émission (VLE) fixées par l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°2011-1484 du 28 juillet 2011 ;

CONSIDÉRANT que la société coopérative ULM a mis en service au sein de son établissement de BRAS SUR MEUSE une nouvelle chaudière d'une puissance thermique de 4 MW sans avoir préalablement porté à la connaissance du Préfet de département cette modification avec tous les éléments d'appréciation comme l'exigent les dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT les dangers et inconvénients générés par le non-respect des prescriptions réglementaires susvisées pour les intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT, dès lors, qu'il y a lieu de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement ;

ARRÊTE

ARTICLE 1^{ER} : Champ et portée du présent arrêté

La société coopérative UNION LAITIÈRE DE LA MEUSE, dont le siège social est situé à VERDUN, est mise en demeure pour le centre de collecte, de stockage et de prétraitement du lait et de produits dérivés du lait et de ses annexes qu'elle exploite au lieu-dit « Le Nid de Cygne » sur le territoire de la commune de BRAS SUR MEUSE, **dans le délai maximal d'un mois à compter de la date de notification du présent arrêté :**

- de respecter les valeurs limites d'émission fixées par l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter n°2011-1484 du 28 juillet 2011 ;
- de porter à la connaissance du Préfet la mise en service de la nouvelle chaudière d'une puissance thermique de 4 MW avec tous les éléments d'appréciation, notamment un bilan de conformité aux dispositions de l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 : combustion.

ARTICLE 2 : Sanctions administratives

Dans le cas où l'une des obligations rappelées à l'article 1^{er} du présent arrêté ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : Recours

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle ne peut être déférée dans un délai de deux mois qu'au Tribunal Administratif de NANCY – 5, place de la Carrière – case officielle n° 20 038 – 54 036 NANCY Cedex.

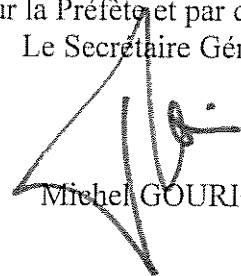
ARTICLE 4 : Exécution

- le Secrétaire Général de la préfecture de la Meuse,
- l'Inspecteur des installations classées de la DREAL Grand Est (UD-55),
- le Maire de BRAS SUR MEUSE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée à titre de notification à la société coopérative UNION LAITIÈRE DE LA MEUSE, lieu-dit « Le Nid de Cygne » à BRAS SUR MEUSE (55 100) et pour information à M. le Sous Préfet de VERDUN.

BAR LE DUC, le **09 OCT. 2018**

Pour la Préfète et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Michel GOURIOU

